

# Adama



## אדמה

Hanouka 5786 | N° 127

LE MAGAZINE DU KKL

Hanouka 5786 / décembre 2025 - janvier 2026 - N° 127 - 5 €

# ISRAËL, UNE NOUVELLE DONNE



DR: Knesset



**P.4** Avec le KKL, la reconstruction c'est maintenant !



**DOSSIER SPÉCIAL :** Après la Guerre...



**P.18** Accusations contre Israël : le droit instrumentalisé



## SOMMAIRE

P.3 "Israël se relèvera : nous serons à ses côtés"

### KKL : LA RECONSTRUCTION

P.4 Avec le KKL, la reconstruction c'est maintenant !

### DOSSIER : APRÈS LA GUERRE

P.6 Le plan Trump : un tournant stratégique au Proche-Orient

P.8 Gaza, le piège de l'après : pourquoi rien n'est joué

P.10 Israël : le retour à la vie

P.13 La blessure psychique : un chantier national

### ÉCONOMIE

P.14 Économie israélienne : cette résilience qui étonne le monde

### ANALYSE

P.16 De l'Allemagne de Weimar à l'après 7-October : pourquoi l'effacement identitaire des Juifs n'a jamais protégé de l'antisémitisme

### DROIT INTERNATIONAL

P.18 Accusations hors cadre contre Israël : le droit instrumentalisé

### KKL ACTUALITÉS

P.20 "Israël aujourd'hui et demain" : au cœur d'un pays en reconstruction

### KKL ÉDUCATION – JEUNESSE

P.22 À Maïmonide Rambam, des élèves donnent voix à Jérusalem !  
Séminaire mondial de l'Éducation : appel à candidatures

ADAMA, le magazine du KKL de France, est édité par le Keren Kayemeth LeIsraël - Association loi 1901.

Directeur de la publication : Raymond BUNAN - Comité de rédaction : Daniel BENLOLO - Adva BENZIMRA - Lynda BIGIELMAN - Mickaël DAHAN - Philippe LÉVY - Robert ZBILI. Création graphique et editing : jewdecom.com / F. MÉDIONI 06 82 02 81 90. Impression : AM PLUS, 93260 Les Lilas Commission paritaire: N° 0728G79279 - ISSN 1621 - 8590 Crédits photos : KKL-JNF archives photos, sauf mention contraire - L'éditeur décline toute responsabilité en cas de perte, détérioration ou non-retour des documents qui lui sont confiés. Il se réserve le droit de refuser toute demande d'insertion sans avoir à motiver son refus. La citation de marques, noms de firmes, d'associations, institutions, etc. est faite sans aucun but publicitaire. Les articles (billets, tribunes, analyses...) fournis par des auteurs extérieurs à la rédaction, ne reflètent que leur opinion et ne peuvent être opposés au KKL de France. Ce mailing comprendra les éléments suivants : une lettre accompagnatrice. KKL de France : 11 rue du 4-Septembre, 75002 Paris Tel. : 01 42 86 88 88 • mail : info@kkl.fr - www.kkl.fr



## ÉDITORIAL

Chers amis du KKL de France,

Le Président Trump, debout à la tribune de la Knesset, accueilli comme un allié fidèle d'Israël au cœur d'un moment historique est en couverture de notre magazine. Le message est clair : Israël affronte une guerre sur plusieurs fronts – militaire, diplomatique, juridique et médiatique – mais il n'est pas seul.

Aujourd'hui, l'opinion mondiale, les tribunaux et les instances internationales sont aussi des champs de bataille. Face aux accusations infondées et à la délégitimation systématique, l'image de la première puissance mondiale aux côtés de l'État juif rappelle une évidence : Israël résiste, et Israël n'est pas isolé.

Après deux années de guerre, entre cessez-le-feu fragile, campagnes d'accusation et incertitudes, Israël se relève. Son économie rebondit, le shekel se raffermi, le tourisme revient. Peut-on honnêtement parler de "génocide" ou de "famine" quand ce pays a laissé passer l'aide humanitaire tout en affrontant un ennemi qui utilise son propre peuple comme bouclier ? "Non", répondent les juristes sérieux – mais certains persistent à tordre le droit pour accuser Israël encore et toujours. Le plan Trump marque une nouvelle étape : celle d'une reconquête diplomatique qu'Israël doit mener avec détermination. Il rappelle une vérité que les Israéliens connaissent bien : la paix n'est pas un slogan, mais un rapport de force. Et son premier fruit en est la preuve : tous les otages encore en vie ont été libérés, et presque toutes les dépouilles restituées. Pour un peuple qui n'abandonne jamais les siens, c'est une victoire morale immense.

Sur les terrasses et les plages, dans les écoles et les parcs, la vie a repris ses droits. Malgré les pertes, les familles se relèvent. Et ce peuple qui chante malgré ses cicatrices nous rappelle une évidence : la force d'Israël est une pulsion de vie, plus forte que la haine.

Cette résilience doit nous inspirer. En cette fin d'année civile, le KKL de France lance une campagne de dons exceptionnelle : "La reconstruction c'est maintenant !" Nous aurons besoin de la mobilisation de tous pour soutenir les communautés impactées, reboiser les zones sinistrées et préparer les infrastructures civiles de l'après-guerre.

Au moment où vous lirez ces lignes, les lumières de Hanouka s'allumeront dans les foyers juifs du monde entier. Hanouka, fête de la lumière qui défie l'obscurité, fête de la résistance spirituelle et de la reconquête. Comme les Maccabées d'hier, Israël éclaire encore le monde, malgré la nuit qui l'entoure.

*Hanouka Samea'h ! Et que ce numéro vous éclaire, vous inspire et vous renforce.*

Daniel BENLOLO  
Délégué Général du KKL de France

Docteur Robert ZBILI  
Président du KKL de France

ROBERT ZBILI, PRÉSIDENT DU KKL DE FRANCE :

# “ISRAËL SE RELÈVERA : NOUS SERONS À SES CÔTÉS”

Deux ans après le 7-October, alors qu’Israël affronte l’une des périodes les plus décisives de son histoire récente, Robert Zbili revient pour Adama sur les défis du moment, la mission du KKL et la nécessité d’une mobilisation sans faille pour reconstruire le pays. Robert Zbili, président du KKL de France, répond à nos questions.



Propos recueillis par Mickaël Dahan

**Adama :** Depuis plus de 120 ans, le KKL bâtit et plante en Israël. Comment cette mission historique s’adapte-t-elle aux défis immenses de l’après-guerre ?

Robert Zbili : Je crois profondément que nous vivons un moment charnière de l’histoire d’Israël. Le 7-October a été un séisme moral, humain et stratégique, comparable aux grandes ruptures de 1948 ou de 1967. Rien ne sera plus comme avant. Dans cette nouvelle réalité, la mission du KKL retrouve une actualité brute : tenir la terre, la protéger, la reconstruire. Depuis 120 ans, nous avons donné à Israël les outils de son existence – la gestion de l’eau, l’agriculture, les forêts, les infrastructures. Aujourd’hui, nous devons remettre toute cette expérience au service d’un pays qui doit se relever, se sécuriser et se projeter dans un avenir encore incertain.

**Le retour des otages et les évolutions diplomatiques ont suscité à la fois espoir et inquiétude. Quelle lecture portez-vous de ce moment particulier, et en quoi influe-t-il sur la vision stratégique du KKL ?**

Comme beaucoup, j’ai été bouleversé par les retrouvailles des familles, comme je suis ha-

bité par la douleur de ceux qui attendent encore. Ce moment est à la fois un souffle et une épreuve : un pas vers l’espoir, mais aussi une prise de conscience de la fragilité de la situation. Sur le plan régional, nous sommes face à une recomposition dont personne ne connaît encore le point d’arrivée. Dans ce contexte, ma conviction est simple : la reconstruction d’Israël doit être concrète, visible, durable. Le KKL travaille auprès des agriculteurs qui veulent revenir sur leurs terres, des localités du Nord et du Sud qui doivent être renforcées, des forêts et des espaces naturels qu’il faut restaurer. Notre rôle est d’accompagner la vie, partout où elle cherche à reprendre.

**“La reconstruction c’est maintenant !” : quels sont aujourd’hui les projets prioritaires que le KKL de France appelle à soutenir, et pourquoi la mobilisation des donateurs est-elle, plus que jamais, décisive ?**

Depuis le 7-October, j’ai été témoin, en Israël, d’une force humaine extraordinaire : des familles endeuillées qui se relèvent, des volontaires, des agriculteurs, des soldats et des soignants qui portent le pays à bout de bras. Avec “La reconstruction c’est maintenant !”, nous voulons être à leurs côtés,

concrètement. Cela signifie : reconstruire les kibboutzim du Sud et les villages du Nord, restaurer les forêts brûlées, soutenir les agriculteurs qui ont tout perdu, créer des espaces de soin pour les blessés psychologiques, redonner vie aux écoles et aux centres communautaires. Et je le dis très directement : nous ne pourrions pas y arriver sans le KKL de France et sans la générosité des donateurs ! Chaque contribution, même modeste, permet de rebâtir une maison, de replanter un champ, de soigner une blessure. C’est ainsi que, ensemble, nous aiderons Israël à se relever et à regarder vers demain.



[www.kkl.fr](http://www.kkl.fr)

## BULLETIN D’ABONNEMENT AU MAGAZINE

À retourner au Keren Kayemeth Lelsraël - 11 rue du 4-Septembre, 75002 Paris

☎ 01 42 86 88 88

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal / Ville \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ E-mail \_\_\_\_\_

**PRIX DE L’ABONNEMENT POUR 5 NUMÉROS : 25 €**  
 PRIX RÉDUIT (ÉTUDIANTS, PERSONNES SANS EMPLOI) POUR 5 NUMÉROS : 15 €

Par chèque à l’ordre du KKL

Par carte bancaire N° : \_\_\_\_\_

Date d’expiration : \_\_\_\_\_

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la C.B.) \_\_\_\_\_

Type de carte \_\_\_\_\_

### CAMPAGNE DU KKL DE FRANCE

# “LA RECONSTRUCTION C'EST MAINTENANT !”

**D**eux ans après le 7-October, Israël demeure marqué par la tragédie, mais aussi porté par une énergie de vie inébranlable.

Le cessez-le-feu et la libération des otages ramènent enfin une lueur d'espérance, tandis que la restitution, au compte-gouttes, des corps des otages assassinés – ultime barbarie du Hamas – permet à leurs familles d'entrevoir le début d'un deuil trop longtemps suspendu.

Face à l'épreuve, la société israélienne fait preuve d'une cohésion et d'une solidarité exemplaires : familles endeuillées, habitants du Sud et du Nord déplacés, volontaires, soignants, soldats, agriculteurs et entrepreneurs œuvrent ensemble pour rebâtir, protéger et continuer à croire en l'avenir. Par-delà la douleur, une force commune les habite : reconstruire ce qui a été brisé et préserver ce qui peut encore l'être. Le KKL est engagé à hauteur de 200 millions d'euros pour la réhabilitation d'Israël – dont 20 millions d'euros consacrés au seul kibboutz Nir Oz. Soyez, vous aussi, acteurs de ce défi historique !

Les efforts de résilience et de régénération menés notamment par le KKL dans les localités du Néguev et de la Galilée, ainsi que les dynamiques de coopération qui émergent entre Israël et ses voisins, s'inscrivent dans un contexte régional en profonde recomposition. Le renouveau n'est

plus un idéal abstrait : c'est un acte de courage, un projet concret, un engagement quotidien.

Le KKL de France, fidèle à sa mission depuis plus de 120 ans, se tient aux côtés de ces bâtisseurs du renouveau.

À travers le programme “La reconstruction c'est maintenant !”, il s'agit de relever les régions dévastées par les attaques du 7-October et les deux années de guerre, en redonnant vie aux kibboutzim, aux forêts, aux écoles et aux communautés meurtries du sud et du nord du pays.

Ses projets de reforestation, de création de centres de soutien psychologique pour les victimes de traumatismes et de protection des communautés, participent chaque jour à restaurer ce lien vital entre le Peuple d'Israël et sa terre. Planter un arbre, soutenir un agriculteur, reconstruire une école ou un centre communautaire, offrir un espace de guérison : autant d'actes concrets qui permettent à la vie de reprendre ses droits, avec dignité. Mais cette reconstruction ne peut aller de l'avant sans vous. C'est pourquoi, en cette fin d'année, nous vous invitons à prendre part à ce renouveau. Chacun selon ses moyens, chacun à sa manière. Chaque don est un acte qui soigne, qui rebâtit, qui redonne espoir.

Parce qu'au-delà des blessures, Israël regarde vers demain. 🌱

### MÉMORIAL DU FESTIVAL NOVA – UN HOMMAGE VIVANT

Le KKL-JNF transforme le lieu du festival Nova en un mémorial vivant, au cœur de la forêt près du kibboutz Re'im. Le projet comprend l'aménagement d'allées de recueillement, l'installation de bancs, de fontaines à eau, de mâts pour drapeaux et d'une signalétique complète pour guider les visiteurs.

Un bosquet a déjà été planté, avec un arbre pour chaque victime, et sera entretenu grâce à un système d'irrigation moderne et durable. Le site accueillera également des œuvres artistiques et des espaces d'exposition en hommage aux disparus.

■ Ce mémorial deviendra un espace ouvert, digne et accessible, où mémoire, nature et résilience se rejoignent. Soutenez le mémorial du festival Nova.



## SOUTENIR LES ÉTUDIANTS RESCAPÉS DU 7-OCTOBRE

Depuis les attaques du 7-October, près de 1 700 étudiants vivant à moins de 7 km de Gaza ont vu leur quotidien brisé : perte d'emploi, familles déplacées, parcours universitaire menacé.

Le KKL-JNF leur apporte un soutien vital en finançant des bourses d'études, en partenariat avec les universités locales. Cette aide couvre une partie des frais de scolarité et les dépenses indispensables à la poursuite de leurs études.

■ En donnant, vous contribuez directement à leur avenir académique, au renouvellement de la vie dans le Sud et à la reconstruction d'une jeunesse résiliente et déterminée à bâtir un Israël plus fort.



FLASHEZ POUR DONNER

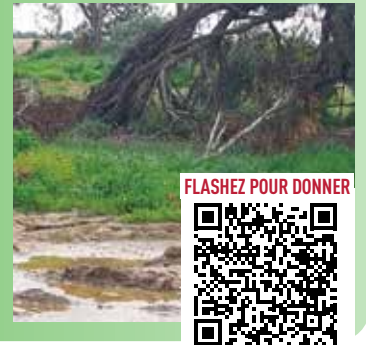


## RÉHABILITER LA FORÊT DE MAGEN – PLANTER L'ESPOIR

Dévastée lors des attaques du 7-October, la forêt de Magen, poumon vert du Néguev occidental, doit être restaurée. Le KKL-JNF lance un programme de réhabilitation complet : déblaiement des zones sinistrées, replantation en masse, reprise des opérations forestières arrêtées par la guerre, modernisation de l'irrigation.

Le projet inclut aussi la reconstitution de la "ceinture verte" protectrice autour des kibboutzim, essentielle pour le bien-être des habitants et l'équilibre écologique local.

■ Votre contribution soutient le retour de la vie et de la beauté dans ce paysage marqué par la destruction. Ensemble, faisons renaître la forêt de Magen.



FLASHEZ POUR DONNER



## RESTAURER LA FORÊT DE BE'ERI – FAIRE RENAÎTRE UN SYMBOLE

Couverte de 1 200 hectares et célèbre pour ses anémones rouges, la forêt de Be'eri est un joyau naturel du sud d'Israël. Dévastée lors des attaques du 7-October, près de 500 hectares nécessitent une restauration urgente.

Le KKL-JNF lance un plan de renaissance : replantation d'espèces adaptées (acacias, sycomores, eucalyptus), restauration des sols abîmés et reconstruction des habitats fauniques. Située près du kibboutz Be'eri et du site mémorial du festival Nova, la forêt deviendra un symbole vivant de résilience, de régénération et de vie retrouvée.

■ Avec votre soutien, redonnons vie à Be'eri.



FLASHEZ POUR DONNER



## PROTÉGER NOS GARDIENS DE LA FORÊT – ABRI D'URGENCE À KATZRIN SUR LE PLATEAU DU GOLAN

À Katzrin, au cœur du plateau du Golan, la Maison des forestiers du KKL-JNF surveille et protège plus de 2 675 hectares de forêts, vitales pour l'écosystème et les communautés locales. En période de crise, ces équipes restent sur le terrain pour prévenir les incendies, malgré les alertes et les tirs ennemis.

Le KKL-JNF construit un abri sécurisé (mamad) pour protéger 7 à 10 forestiers et garantir la continuité des opérations.

■ En soutenant ce projet, vous contribuez à la sécurité de ces défenseurs et assurez que, même en temps de guerre, la nature d'Israël reste protégée.



FLASHEZ POUR DONNER



## LA NATURE DE PRÈS ET POUR TOUS – ACCESSIBILITÉ DU PARC DU JOURDAIN

Le KKL-JNF a aménagé un sentier entièrement accessible dans le parc du Jourdain, au cœur du Golan, permettant aux personnes à mobilité réduite, malentendantes ou malvoyantes de profiter pleinement de la nature.

Sur plus d'un kilomètre, ce parcours sensoriel rejoint la rivière, traverse le "sentier des pêcheurs", le "sentier de l'aqueduc" et le grand sycomore, et propose des expériences uniques, notamment des activités nocturnes multisensorielles avec sons, lumières et récits holographiques.

■ Revêtement adapté, bancs accessibles, signalétique inclusive : tout est pensé pour que chacun vive la nature de près.



FLASHEZ POUR DONNER



# LE PLAN TRUMP : UN TOURNANT STRATÉGIQUE AU PROCHE-ORIENT

C'est d'abord une *standing ovation*. La Knesset applaudit à tout rompre pour accueillir dans son enceinte le président américain. Le 13 octobre dernier, Donald Trump est à Jérusalem pour y donner un discours historique.

 Par Antoine Colonna



La visite du Président américain, Donald Trump, à la Knesset.

**A** ce moment précis, la vedette américaine a des airs de messie. Et il y a de quoi. Après un marathon diplomatique des plus complexes, il a réussi à obtenir la libération des derniers otages encore aux mains du Hamas, au terme d'un accord négocié sous l'autorité américaine et avec l'appui du Caire et de Doha. La quasi-totalité des dépouilles des otages en captivité ont également été restituées à leurs familles.

Ce dénouement intervient dans le calendrier juif, exactement deux ans après les massacres du 7-October et la capture de dizaines d'Israéliens, juste à la fin des fêtes de Soukot. Tout un symbole. En échange, Israël a accepté de libérer près de 2 000 prisonniers pales-

tiniens, essentiellement des terroristes du Hamas.

Le 47<sup>e</sup> président des États-Unis a donc annoncé une "*nouvelle ère de paix et d'espérance pour la région*". Il a insisté sur la fin d'une "*ère de terreur et de mort*" et a appelé les Palestiniens à abandonner définitivement la voie du terrorisme.

Sur la "Place des Otages" à Tel-Aviv et partout dans le pays, son discours a été acclamé par une population enfin soulagée par le retour des otages et la fin des opérations à Gaza.

À peine son discours terminé, Trump remontait dans *Air Force One*, direction Sharm el-Cheikh, attendu par les dirigeants du monde entier pour faire valider son plan de paix.

## UNE RÉVOLUTION DIPLOMATIQUE

La question est : "Qui n'a pas échoué à mettre un terme au conflit au Proche-Orient ?" Trump a adopté une méthode radicalement différente. Il a voulu une négociation avec un ennemi, le Hamas, vaincu. C'est son intuition depuis son premier mandat, où il s'est opposé à toute la pensée diplomatique américaine et occidentale.

Devant la Knesset, Donald Trump a longuement expliqué comment la négociation a été faite. Il a souligné le rôle particulier joué par son gendre Jared Kushner depuis son premier passage à la Maison-Blanche. Trump a aussi rendu hommage à la ténacité de son négociateur, l'homme d'affaires Steve Witkoff.

Il n'a pas précisé que ces derniers ont réussi, non seulement à trouver un consensus régional, mais à tordre le bras de la CIA et du Département d'État. Les analystes de Langley ne croyaient pas dans les Accords d'Abraham. Ils ne croyaient pas non plus à la possibilité que le Hamas finisse par céder sous les coups de l'artillerie de Tsahal. Les diplomates de carrière avaient la même analyse.

Mais Trump s'est laissé convaincre qu'ils se trompaient, adhérant complètement à la nouvelle *conceptzia* du cabinet de guerre de Netanyahu. Il n'a donc pas cédé aux opinions publiques occidentales et aux pressions de leurs gouvernements. Trump a accepté de soutenir pleinement le recours à la force, puis la négociation avec un ennemi affaibli et désormais coupé des financements extérieurs. C'est sur ces bases qu'il entend appliquer le plan qu'il a présenté en Égypte.

## UN ACCORD VALIDÉ PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La deuxième étape de sa visite régionale est le sommet international sur l'avenir de Gaza, co-présidé avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. La réunion a rassemblé plus d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Même le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas y a répondu favorablement. Seul Benjamin Netanyahu avait décliné, en raison de la fête de Simhat Torah.

Le sommet avait pour objectif d'entériner un cessez-le-feu durable dans la bande de Gaza. Les participants ont signé un document garantissant son application et se sont engagés à soutenir la reconstruction de Gaza qui doit, en grande partie, être financée par le Qatar. Cela passe par la mise en place d'une administration technocratique temporaire sous supervision américaine. Donald Trump doit en prendre, en personne, la présidence. Il s'agit aussi de mesures destinées à démilitariser complètement le Hamas, sans doute la partie la plus difficile à mettre en œuvre.

En dépit du sommet de Sharm el-Cheikh, l'ONU reste en retrait. Ce plan en 20 points, connu sous le nom de "Plan Trump", prévoit également un retrait progressif des forces israéliennes et la mise en place d'une force internationale temporaire pour stabiliser la région. L'administration civile doit être confiée à l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair.

## LES 20 TRAVAUX DE TRUMP

L'idée majeure de ce Plan en 20 points est, bien sûr, de lever toute menace à partir de Gaza contre l'État hébreu, qui a établi, en at-

tendant, une "ligne jaune" matérialisant une distance de sécurité à l'intérieur de l'enclave palestinienne.

Le plan prévoit une reconstruction "durable" au bénéfice des Palestiniens. Il propose l'arrêt immédiat des hostilités, suivi d'un retrait progressif des forces israéliennes jusqu'à des lignes prédéfinies, conditionné notamment par la libération de tous les otages détenus par le Hamas et d'un nombre significatif de prisonniers palestiniens par Israël.

Il stipule la mise en place d'une force d'interposition internationale pour garantir le cessez-le-feu et empêcher toute résurgence terroriste.

Il s'agit aussi de déployer une aide humanitaire massive à Gaza axée sur les infrastructures. Une autorité palestinienne de transition, composée de technocrates neutres, doit prendre le relais pour administrer Gaza.

Même si tout le monde est d'accord sur le papier — y compris l'Autorité palestinienne, l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Turquie et le Qatar — le diable est, comme toujours, dans les détails. En réalité, malgré cette étape prometteuse, rien n'est fait. Chacun va désormais tenter de tirer le maximum de profit de la situation en cours.

Le Plan risque bien de servir d'otage pour faire monter les enchères dans toute la région. Un nouveau piège pour Israël, à un an d'élections générales très attendues. 🌱

## TONY BLAIR, LE RETOUR D'UN MANDAT BRITANNIQUE

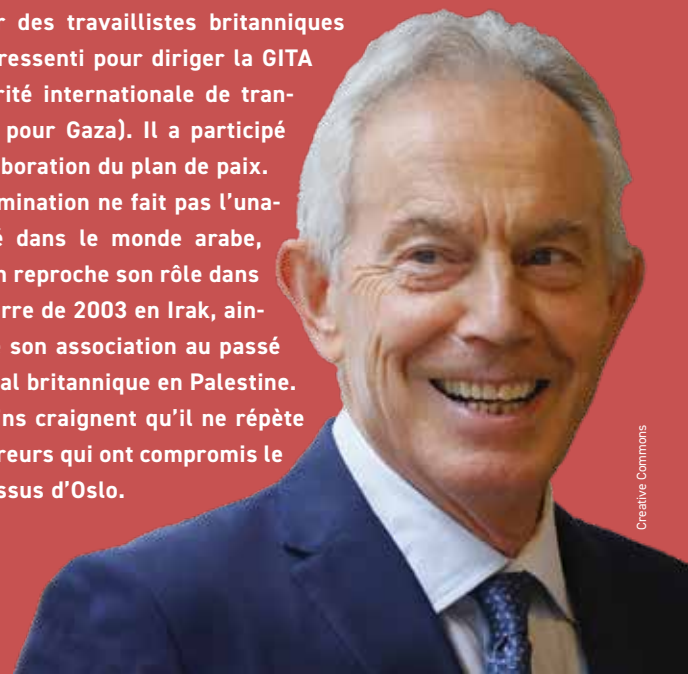
L'ancien Premier ministre britannique n'a, depuis la guerre du Golfe, jamais vraiment quitté le Moyen-Orient. Il est l'un des conseillers, via son entreprise de consulting, des dirigeants des Émirats arabes unis, Mohammed Ben Zayed, et de l'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salmane.

Son implication dans les affaires israéliennes remonte à son rôle d'envoyé spécial du "Quartet" en Palestine (2007-2015). Sa rencontre en 2019, à Manama, avec le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, qu'il a préféré à Antony Blinken, l'a remis au centre du jeu.

Voilà ce qui explique que le plus néoconservateur des travaillistes britanniques

soit pressenti pour diriger la GITA (Autorité internationale de transition pour Gaza). Il a participé à l'élaboration du plan de paix.

Sa nomination ne fait pas l'unanimité dans le monde arabe, où l'on reproche son rôle dans la guerre de 2003 en Irak, ainsi que son association au passé colonial britannique en Palestine. Certains craignent qu'il ne répète les erreurs qui ont compromis le processus d'Oslo.



# GAZA, LE PIÈGE DE L'APRÈS : POURQUOI RIEN N'EST JOUÉ

La mise en œuvre du Plan Trump est la partie plus complexe. Aux cénacles diplomatiques déjà pleins d'embûches, s'ajoute la réalité du terrain. Le Hamas reste en embuscade et les enjeux géopolitiques régionaux reprennent toute leur place.

 Par Antoine Colonna



Chars israéliens quittant la bande de Gaza après le cessez-le-feu.

“Ça va très bien à Gaza et vous n’avez pas entendu parler de beaucoup de problèmes”, a voulu rassurer Donald Trump, sous le feu des questions des journalistes à la Maison Blanche. Une des bases du plan est la mise en place, d’ici janvier, d’une force de sécurité internationale. Un préalable nécessaire au travail de l’administration civile provisoire.

Trump a également répété que plusieurs pays se sont portés volontaires pour fournir des soldats à la force, afin de lutter contre le Hamas si nécessaire. En attendant, les États-Unis ont créé un Centre de coordination civilo-militaire (CMCC) côté israélien, à Kiryat Gat. Ce centre aura pour rôle de coordonner les actions humanitaires et logistiques, mais aussi de faciliter la communication entre les différents acteurs internationaux

impliqués à Gaza. “L’objectif est d’éviter le chaos, que tout le monde puisse se parler et travailler ensemble”, a expliqué le Pentagone, qui déploie 200 hommes sur place avec d’autres partenaires.

Un centre qui est perçu par certains en Israël comme une menace pour la souveraineté nationale : Israël est relégué au second plan, prié d’exécuter les décisions américaines. Washington estime qu’il faudra déployer 20000 hommes pendant deux ans pour accomplir la mission.

En attendant, les contours de la Force internationale de stabilisation (ISF) restent flous. Jérusalem a d’emblée écarté la participation de la Turquie ou du Qatar, considérés comme des dangers évidents pour sa sécurité. Ankara s’était dit prêt à envoyer 2000 hommes pour maintenir l’ordre à Gaza.

## LE JEU DES PUISSANCES : TURQUIE, ARABIE SAOUDITE ET ÉGYPTE

Dans sa diplomatie traditionnelle, Israël s'est toujours méfié de l'internationalisation des négociations, car trop d'acteurs y apportent des enjeux parallèles dépassant largement le cadre israélien. Cette fois, Netanyahu n'a pas vraiment eu le choix, et les Américains, voulant sans doute bien faire, ont internationalisé à outrance.

Ainsi, il n'est pas étonnant que Recep Tayyip Erdogan ait réuni, début novembre à Istanbul, les ministres des Affaires étrangères de sept pays musulmans (Turquie, Arabie saoudite, Qatar, Émirats arabes unis, Jordanie, Pakistan et Indonésie) pour peser sur l'avenir de Gaza. Les mêmes que Trump avait reçus fin septembre à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Une manière de légitimer leur rôle sur le dossier.

En amont du sommet d'Istanbul, le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan a accueilli une délégation du bureau politique du Hamas, emmenée par Khalil al-Hayya, le négociateur en chef du mouvement islamiste.

La visite du Prince Mohammed Ben Salmane à Washington le 18 novembre aura été également riche en tractations. MBS s'y est dit favorable à rejoindre les accords d'Abraham en échange d'une reconnaissance d'un État palestinien. Il a également signé un chèque de 100 milliards de dollars pour investir aux États-Unis. Le rapprochement récent entre Ankara et Le Caire, longtemps opposés notamment à cause des Frères musulmans, s'observe également sur la question de Gaza.

Trump se retrouve ainsi face à trois acteurs clés – Turquie, Égypte, Arabie saoudite – susceptibles de le pousser à infléchir sa position pro-israélienne.

## LE TEMPS JOUE POUR LE HAMAS

Lors de sa dernière visite à Jérusalem, le vice-président américain J.D. Vance a prévenu : *"Le Hamas est en train de reprendre le contrôle. Le désarmer entièrement sera très difficile."* De fait, dans les 47% du territoire de Gaza non contrôlés par Tsaahal depuis le retrait du 10 octobre, les islamistes sont de retour.

Ils ont commencé par tuer des Palestiniens : rivaux, « agents » sionistes, tous les prétextes ont été bons ces derniers jours pour montrer que le Hamas est de retour et qu'il n'a pas changé. Il se comporte toujours comme une organisation mafieuse, avec l'islam radical comme raison sociale.

Dans la zone contrôlée par Israël, 200 terroristes sont toujours retranchés dans un tunnel. Israël veut leur capture, mais Washington y voit une opportunité de faire tenir le plan Trump : l'idée serait de les exfiltrer à l'étranger. Un modèle pour la démilitarisation de Gaza. Une porte ouverte aux négociations pour le Hamas, qui espère se faufiler dans les valises de l'Autorité palestinienne.

Paradoxalement, alors que la capacité militaire du Hamas a été réduite à son strict minimum, il espère reprendre l'ascendant politique. Un groupe clandestin, violent, mais qui n'a pas renoncé.

## SOUTIEN DE L'ONU

L'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, se veut optimiste. Il affirme que des responsables du Hamas lui ont déclaré, ainsi qu'à Kushner, leur volonté de se désarmer lors d'une rencontre tenue quelques heures avant le cessez-le-feu du 9 octobre.

*"Le Hamas nous a dit qu'il comptait déposer les armes"*. Mais la *taqīya*, la dissimulation, est un art maîtrisé par les Frères musulmans. Le gouvernement israélien s'y est déjà laissé prendre avant le 7-October. On connaît la suite.

Washington est-il en train de tomber dans le même piège ?

En attendant, les Américains continuent de chercher un consensus international, cette fois auprès de l'ONU. Les États-Unis ont obtenu une résolution du Conseil de sécurité soutenant la création de la Force internationale de stabilisation (ISF) pour assurer la sécurité de Gaza. Un texte élaboré depuis un mois avec l'aide du Qatar, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, de la Turquie et des Émirats arabes unis... Le problème était le veto de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité. Un veto qui, aurait pu être l'antidote à la crainte d'Israël que trop d'acteurs se retrouvent impliqués dans la résolution du problème de Gaza, par un Trump trop pressé d'appliquer son plan. 🌱

## LA NÉCESSITÉ D'UN PLAN B

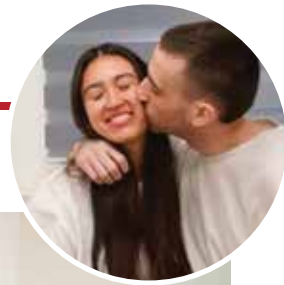
Le Plan Trump peut-il échouer ? Oui. Mais comme le disait Richelieu, "gouverner, c'est prévoir". Et cet adage est bien compris par Jared Kushner (en photo) comme par Tsaahal.

Des plans de rechange sont en préparation, notamment si le désarmement du Hamas s'avère impossible, à l'image du Hezbollah au Liban. Le chef d'état-major Eyal Zamir travaille sur un second plan pour en finir avec l'organisation terroriste.

Dans le même temps, Netanyahu multiplie les échanges diplomatiques. Mi-novembre, il a eu un long entretien téléphonique avec Vladimir Poutine, acteur discret mais influent dans la région, de l'Égypte à l'Iran.




Creative Commons



Photos Facebook IDF

# ISRAËL : LE RETOUR À LA VIE

Alors que la guerre la plus longue de l'histoire du pays arrive à son terme, les Israéliens reprennent goût à la vie avec le puissant élan vital qu'on leur connaît. L'économie repart à la hausse, la joie réapparaît dans les rues, et ce, malgré les blessures encore béantes qui mettront du temps à se refermer.

 Par Noémie Halioua, journaliste et écrivain

**C'**est sous un ciel turquoise et un soleil radieux que la nation israélienne accueille ses derniers otages encore en vie. "L'un des plus grands accomplissements de la guerre", selon le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Le 13 octobre 2025, près de deux ans jour pour jour après le pogrom, les vingt derniers Israéliens quittent les geôles de l'organisation terroriste pour retrouver leurs maisons et un pays qui s'est battu sans relâche pour obtenir leur libération. Ce jour-là, depuis la "Place des Otages" à Tel-Aviv, des dizaines de milliers de personnes suivent sur écran géant le périple de ces rescapés, le souffle suspendu : leur montée dans les ambulances du CICR pour leur entrée en Israël, puis leur arrivée dans les hôpitaux pour les premiers bilans médicaux.

Tandis que s'amorce cette phase tant attendue du plan de paix américain, un espoir de renaissance parcourt le pays. Bien sûr, cette libération a un prix : elle s'accompagne de la remise en liberté de près de 2000 prisonniers palestiniens condamnés par des tribunaux militaires, dont 250 ont du sang sur les mains. Bien sûr, à cette heure, 4 dépouilles restent encore à rapatrier pour que les familles puissent enfin faire leur deuil. Mais après tant de douleurs, un moment d'effusion collective éclate naturellement ce jour-là.

En direct, un écran géant retransmet les noms et les visages émaciés de ceux qui ont été arrachés à leurs foyers, à leurs familles et à leur pays. Ils sont si pâles, si maigres, si fatigués, mais ils sont en vie, on peut voir un sourire timide sur leurs visages. Bar Kuperstein, Evyatar David, Yosef Haim Ohana, Segev Kalfon... Et tous les autres. À chaque nom qui retentit dans les immenses enceintes placées pour l'occasion, la foule retient son souffle, pleure à chaudes larmes, se serre dans les bras. On y distingue toutes les générations, toutes les nationalités, toutes les origines sociales. Son cœur bat comme un seul homme. "Aujourd'hui, nous sommes le 8 octobre", peut-on alors lire sur les réseaux sociaux : un rappel symbolique du temps suspendu et de la douleur surmontée. À l'entrée des restaurants de Tel-Aviv, des danses improvisées célèbrent la joie et la force retrouvées. Avec la libération de ces otages, c'est tout un peuple qui témoigne d'une pulsion de vie nouvelle, prêt à écrire un nouveau chapitre de son histoire. Et puis, parallèlement à l'effusion populaire, la diplomatie se déploie. Le même jour, invité à la Knesset à Jérusalem, le président américain Donald Trump salue l'avènement d'un "nouveau Moyen-Orient".

*"Après tant d'années de guerre incessante et de dangers sans fin, aujourd'hui le ciel est calme, les armes se sont tues, les sirènes se*



La joie, "Place des Otages" à Tel Aviv

sont arrêtées, et le soleil se lève sur une Terre sainte enfin en paix – une terre et une région qui, si Dieu le veut, vivront dans la paix pour l'éternité", déclare-t-il derrière le pupitre du parlement, sous les applaudissements des députés. Selon lui, cet événement ouvrira la voie à de meilleurs jours pour un pays qui a largement souffert de la guerre, et peut-être à la perspective de nouveaux accords de paix. Ce sont les Accords d'Abraham que le président américain Donald Trump espère voir s'étendre à d'autres pays, gage de stabilité et de prospérité économique dans la région. "Alors que la poussière retombe, le jour se lève sur une région transformée – les nations productives et responsables de cette région ne devraient pas être ennemies ou adversaires, vous devriez être partenaires, et éventuellement même amis", lance-t-il avant de filer dans son Air Force One vers l'Égypte, où il est attendu pour un sommet régional.

## PEU À PEU, UN SOUFFLE NOUVEAU PARCOURT LE PAYS

Jusqu'ici, seuls les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc avaient normalisé leurs relations avec Israël dans le cadre de cet accord. Mais quelques semaines après cette journée faste et ce discours optimiste de Donald Trump, c'est le Kazakhstan qui a officialisé son adhésion aux Accords d'Abraham, conscient de l'intérêt financier et diplomatique qu'il y a à s'attirer les faveurs de Washington. Et cela ne manque pas : dans la foulée, de nouveaux partenariats entre les deux pays sont annoncés. "17,2 milliards de dollars de nouveaux accords ont été signés entre le Kazakhstan et des entreprises américaines dans les secteurs des ressources minérales, des technologies numériques et de l'aviation, dont les plans du Kazakhstan d'acheter des avions Boeing supplémentaires pour sa flotte nationale.", rapporte Euronews.

Sur le front intérieur, l'optimisme renaît, et avec lui un retour pro-

gressif à la vie dans tous les secteurs essentiels du pays, à commencer par l'économie. Le coût de cette guerre, la plus longue de l'histoire d'Israël, a été vertigineux pour l'État. Il est si colossal qu'il est difficile de le chiffrer avec exactitude : il s'élève, pour sûr, à plusieurs centaines de milliards de shekels. Selon un rapport de la Banque d'Israël sur l'impact du conflit à Gaza, ce coût atteindrait 200 milliards de shekels, sans compter les dépenses liées aux affrontements avec le Hezbollah au Liban et la République islamique d'Iran. Entre les dépenses militaires, la réparation des infrastructures détruites, les pertes de productivité, la fermeture des entreprises et la réhabilitation des communautés touchées, l'économie du pays a été mise à rude épreuve. Certaines filières ont été particulièrement affectées, comme le tourisme et ses activités annexes dont l'hôtellerie, la restauration, les guides et transports, qui se sont quasiment arrêtés. Mais très vite après la première phase du plan de paix américain, le quotidien reprend son cours : les vols reprennent, les échanges commerciaux se rétablissent, les hôtels rouvrent et les pèlerins retournent à Jérusalem. Peu à peu, un souffle nouveau parcourt le pays, et la vie reprend ses couleurs. Fidèles à leur réputation, les Israéliens reprennent leurs activités quotidiennes sans attendre et témoignent de leur immense goût de la vie. Dès le 14 octobre, les rues, marchés et plages de Tel-Aviv retrouvent leur animation, et la même effervescence se propage dans tout le pays. Grâce à une force de vie quasi surnaturelle et un patriotisme à toute épreuve, la population israélienne montre qu'il est possible de transformer des épreuves de guerre en nouvel élan vital.

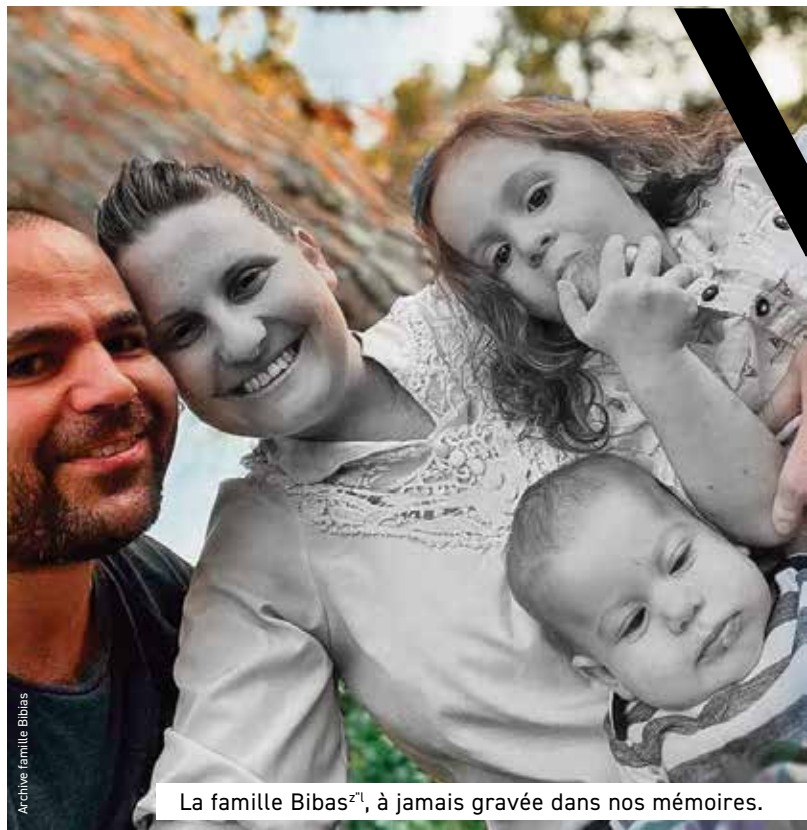
Certains pans de l'économie dépendant des relations avec l'extérieur prendront, eux, plus de temps à se remettre complètement. "Ces derniers temps, l'industrie israélienne a dû faire face à une vague in-



Dans l'esprit des Israéliens, la fin du cauchemar



Valentin Eli Ghnassia<sup>z"l</sup>



La famille Bibas<sup>z"l</sup>, à jamais gravée dans nos mémoires.

quiétante de boycotts internationaux d'une ampleur sans précédent, ainsi qu'à la baisse du taux de change du dollar, ce qui représente un autre défi pour les exportations israéliennes", explique Ron Tomer, président de l'Association des Industriels d'Israël (MAI). "Nous travaillerons en collaboration avec les ministères de l'Économie et de l'Industrie ainsi que des Affaires étrangères, pour rétablir les liens économiques à l'étranger, lever les boycotts visant l'économie israélienne, stabiliser le taux de change, soutenir la production locale et les exportations, et ainsi faire progresser l'industrie et la croissance économique israéliennes." Ces chantiers vastes et ambitieux ont déjà commencé : des délégations économiques israéliennes reprennent contact avec les partenaires internationaux, des accords bilatéraux sont renégociés... Grâce à ces efforts, Israël espère non seulement relancer ses exportations, mais également réaffirmer sa place dans le commerce mondial.

### LES FAMILLES ENDEUILLÉES CONTINUENT DE PORTER LA MÉMOIRE DE CEUX QUI NE REVIENDRONT JAMAIS

Cela étant dit, toutes ces ouvertures, ces rémissions et ces signes de reprise ne pourront faire oublier les blessures profondes liées à la guerre. Les familles endeuillées continuent de porter la mémoire de ceux qui ne reviendront jamais et certaines pertes restent irréversibles. Les mères qui ne verront jamais leur fils, les familles dont le quotidien a été arraché à la normalité, portent en elles une douleur que le temps seul ne pourra apaiser.

Parmi ces mères, citons Geneviève Molina, mère de Valentin Eli Ghnassia<sup>z"l</sup>, qui aurait fêté cette année ses 25 ans. Tombé le 7-October avec tant de ses frères d'armes, Valentin servait depuis 18

mois dans l'armée israélienne lorsqu'il s'est rendu dans le kibboutz Beerli, avant d'être abattu par les terroristes. Rien ne l'obligeait à se rendre sur le terrain ce jour-là, lui qui avait terminé son service, mais il a choisi de le faire par devoir, ce qui lui a été fatal. Comme lui, 915 soldats israéliens sont tombés au combat depuis ce jour, laissant derrière eux autant de proches endeuillés souvent à jamais.


### LES VISAGES DES BIBAS GRAVÉS DANS NOS MÉMOIRES

La photo des petits Kfir<sup>z"l</sup> et Ariel Bibas<sup>z"l</sup> ainsi que leur mère Shiriz<sup>z"l</sup>, restera aussi gravée dans la mémoire collective juive, symbole à la fois de sacrifice et de perte. Chaque vie perdue est un rappel brutal du coût humain de cette guerre et de l'ampleur des cicatrices qu'elle laisse sur la société israélienne. À Tel-Aviv, quelques immeubles encore éventrés depuis le conflit avec l'Iran témoignent silencieusement de la violence de la guerre. Ces façades endommagées sont autant de cicatrices visibles sur le décor des rues, rappelant à chaque regard l'ampleur des épreuves traversées.

Et aux blessures visibles s'ajoutent celles qui sautent moins aux yeux. La division politique, exacerbée avant le conflit à l'occasion du débat sur la réforme judiciaire, risque de reprendre de plus belle. La droite et la gauche n'ont jamais été aussi clivées, et la colère de la rue, mise sous cloche avant la guerre, risque de ressurgir avec force. Le retour à la vie normale ne signifie donc pas un retour à l'innocence : il existe des cicatrices profondes, invisibles mais persistantes, qui mettront du temps à s'effacer. Elles demeurent néanmoins accompagnées de l'espoir, la plus grande force de l'âme juive, qui permet à Israël de rester tourné vers l'avenir avec un optimisme à toute épreuve. 🌱

# LA BLESSURE PSYCHIQUE : UN CHANTIER NATIONAL

La santé mentale des Israéliens a été mise à rude épreuve depuis le pogrom du 7-Octobre. Pour pallier ce problème, les ministères des finances et de la santé ont injecté des milliards de shekels dans l'économie afin d'offrir une meilleure prise en charge psychologique aux souffrants.

 Par Noémie Halioua, journaliste et écrivain

**A**u cœur de l'été, le nom de Roï Wasserstein<sup>z1</sup> résonne avec fracas dans l'actualité israélienne. Ce réserviste de 24 ans, qui servait à Gaza comme secouriste dans une unité d'évacuation médicale, s'est suicidé le 30 juillet 2025. Comme plusieurs dizaines de ses frères d'armes depuis deux ans, l'horreur de la guerre lui a été fatale. Il est devenu le symbole de la fracture psychique qui affecte non seulement l'armée, mais tout le pays depuis le 7-Octobre.

Selon un rapport officiel, près de 3 millions de personnes souffrent aujourd'hui d'anxiété, de dépression ou de symptômes de stress post-traumatique. Parmi elles, seuls 0,6% ont pu bénéficier d'un suivi : en 2024, il fallait attendre près de six mois pour obtenir un rendez-vous chez un psychiatre. En cause : un système déjà saturé, mis à mal par l'urgence nationale.

## DES MILLIARDS DE SHEKELS POUR RENFORCER L'OFFRE DE SOINS

Pour y faire face, plusieurs mesures phares ont été adoptées. D'abord, le nerf de la guerre : des milliards de shekels ont été investis pour renforcer l'offre de soins et susciter de nouvelles vocations dans le secteur. La revalorisation des salaires des praticiens a été un premier levier : un accord signé entre les ministères des Finances, de la Santé et de l'Éducation prévoit des augmentations pouvant atteindre 40% pour les psychologues du secteur public, en fonction de leur niveau professionnel.

Autre innovation majeure : la création des "Safe Houses", des centres protégés et temporaires, où les personnes traumatisées peuvent se retirer pour bénéficier d'un accompagnement psychologique immédiat. À l'écart des bruits de la guerre et des déclencheurs de trauma, elles y trouvent un environnement apaisant, avec thérapie individuelle ou en groupe, encadrement psychiatrique et ateliers de relaxation, comme le dessin ou la poterie.

Pour les soldats, le ministère de la Réhabilitation – rattaché au ministère de la Défense – a annoncé un plan intitulé "réhabilitation avant bureaucratie". Ce dernier vise à prioriser les soins, y compris psychologiques, dès l'admission, sans attendre la finalisation des procédures administratives. Une approche qui évite les errances et accélère la prise en charge.

## UN COMITÉ POUR SIMPLIFIER LA PRISE EN CHARGE


En septembre 2025, un comité public, présidé par le professeur Shlomo Mor Yossef, a été créé pour accompagner spécifiquement les



Roï Wasserstein<sup>z1</sup> a mis fin à ses jours l'été dernier.

Photo fournie par la famille pour les Réseaux Sociaux

blessés de l'âme". "Ce comité s'attachera à simplifier les procédures de reconnaissance, de traitement médical, de réadaptation et de réinsertion sociale, ainsi qu'à définir les responsabilités respectives du gouvernement, du secteur privé et de la société civile", ont annoncé conjointement le ministre de la Défense, Israël Katz, et le ministre des Finances, Bezalel Smotrich.

Les institutions académiques participent également à cet effort. L'Université de Tel-Aviv a ainsi créé un Centre national pour le stress traumatique et la résilience, destiné à devenir l'une des plus grandes structures cliniques du pays spécialisées dans cette problématique. Objectif : anticiper la vague à venir. Selon le département de la réhabilitation, 10 000 vétérans devraient être traités d'ici 2028, dont au moins la moitié souffrira de troubles mentaux. 



# ÉCONOMIE ISRAËLIENNE : CETTE RÉSILIENCE QUI ÉTONNE LE MONDE

En pleine guerre et malgré la mobilisation massive, l'économie israélienne tient bon. Marchés robustes, shekel fort, consommation record : le pays affiche une résilience qui surprend. Avec une dette publique parmi les plus basses du monde occidental et plus de 232 milliards de dollars de réserves de change, Israël inspire confiance. Mieux : après avoir abaissé ses prévisions pour 2025, le ministère des Finances vise déjà 5,2 % de croissance l'an prochain, encouragé par les agences de notation.



Par Esther Amar, journaliste scientifique

## HIGH-TECH : L'INNOVATION COMME MOTEUR MONDIAL

Selon le rapport du troisième trimestre de Start-Up Nation Central, en 2025, l'activité de fusions et acquisitions a atteint 71 milliards de dollars, soit près de cinq fois plus qu'à la même période en 2024, notamment grâce à l'acquisition de Wiz par Google (32 milliards de dollars), au rachat de CyberArk par Palo Alto Networks (25 milliards) et à la vente de Verint Systems (2 milliards).

"Le marché est en forte transition. Les financements ont ralenti et les investisseurs sont devenus plus sélectifs, mais les fusions-acquisitions ont atteint des sommets historiques", a déclaré Avi Hasson, PDG de Start-Up Nation Central. "Nous constatons moins de levées de fonds, mais d'un montant record. Les acquéreurs internationaux réalisent certains des investissements les plus audacieux jamais observés, notamment en cybersécurité", a-t-il précisé.

Israël est le pays développé qui consacre la plus grande part de son PIB à la R&D : 6,35%, et il se classe 15<sup>e</sup> pour les demandes de brevet. Il figure parmi les 10 pays les plus innovants au monde et

au cinquième rang mondial pour la levée de fonds grâce aux investisseurs étrangers.

Deux supercalculateurs israéliens figurent au Top 100 mondial : Nvidia Israel 1 et SDS-AI. Israël est ainsi l'une des huit nations à compter plus d'une machine au Top 100

Israël enrichit également les écosystèmes étrangers. Selon le rapport de l'US-Israel Business Alliance, à New York, les entreprises fondées par des Israéliens (dont 20 licornes) ont généré plus de 27 000 emplois directs, avec un revenu moyen de 160 000 \$. La ville a perçu 12,4 milliards de dollars en taxes et plus de 20 milliards de retombées économiques. En tout, quelque 590 entreprises israéliennes soutiennent plus de 50 000 emplois indirects.

## DÉFENSE : UNE STRATÉGIE INÉDITE EFFICACE

Malgré les boycotts, les exportations d'armement israéliennes ont franchi un record en 2024 : 14,7 milliards de dollars, dont plus de la moitié avec des pays européens. Paradoxalement, les conflits

ont offert une vitrine mondiale aux technologies israéliennes. Par quelle magie un si petit pays parvient-il à résister à des attaques aussi variées que destructrices, tout en continuant à servir ses clients étrangers ?

#### Deux exemples récents :

- Un nouveau protocole d'entente militaire et technologique (laser, spatial, cybersécurité) a été signé avec l'Inde, premier client de l'État hébreu pour l'armement, les deux pays affrontant des menaces similaires et luttant contre le terrorisme.
- Plus surprenant, un accord a également été conclu avec l'Australie — malgré les manifestations massives anti-israéliennes — pour l'acquisition auprès d'Elbit de missiles destinés à son système "Iron Hand", monté sur les véhicules d'infanterie.

## TOURISME ET TRANSPORT : UNE RELANCE PLUS RAPIDE QUE PRÉVU

En avril dernier, la perte de revenus du secteur du tourisme était estimée à 14 milliards de shekels. Mais la reprise s'accélère avec le retour progressif des compagnies aériennes. Anticipant l'augmentation du trafic, l'État va consacrer 300 millions de shekels à l'agrandissement du terminal 3 de l'aéroport Ben Gourion.

"L'année 2025 devrait s'achever avec 1,3 million de touristes internationaux, dont 170 000 Français", prédit Laurent Ghnassia, directeur de la communication d'ONIT France. La France est le deuxième marché source pour Israël, et le premier en Europe.

Grâce au "Israeli Tourism Month", le ministère du Tourisme veut redonner à Israël sa place sur la scène internationale en développant le tourisme sportif, rural et désertique, notamment dans le Néguev qui représente 60% du territoire.

Des trains électriques modernes, plus rapides et moins bruyants, permettent désormais de réduire les temps de trajet entre le Néguev occidental et le centre du pays de 10 à 20 minutes, rapprochant ainsi la région sud du centre. Finie la périphérie : ce changement historique redessine la carte du pays.

## IMMOBILIER : UN MARCHÉ BOUSCULÉ MAIS RÉACTIF

En octobre, la vente de biens immobiliers non subventionnés a chuté de 20 %, laissant augurer une hausse des loyers. Le nombre d'inscriptions à la loterie "Accès à la propriété à prix réduit" est en forte hausse. Le marché du neuf est très touché, et les transactions sur les biens de seconde main ont reculé.

Une baisse, même limitée, du taux directeur de la Banque d'Israël - ne serait-ce que de 0,25% - pourrait favoriser une reprise de la demande et des ventes.

Après le succès du plan "Stimuler et accélérer la construction résidentielle", qui a permis une augmentation significative des ventes de terrains, du nombre de permis de construire et de l'arrivée de milliers de travailleurs étrangers, un nouveau plan de 1,4 milliard de shekels vise à transformer la crise du logement en opportunité de croissance et d'emploi, en priorisant les zones périphériques.

À noter : de nouvelles règles qui entrent en vigueur en décembre 2025, rendent obligatoire, dès la construction, la production d'électricité solaire sur les toits.

## EMPLOI ET SOUTIEN AUX SOLDATS : UNE ÉCONOMIE SOUS TENSION

Le taux de chômage en Israël est inférieur à 3%, et la pénurie de main-d'œuvre devient critique. L'Inde, le Sri Lanka et la Thaïlande ont envoyé en Israël des milliers de travailleurs étrangers pour l'agriculture, le bâtiment et la santé.

Le salaire moyen s'élevait à 13 905 shekels en avril 2025, soit +3,6% par rapport à avril 2024, mais il faut tenir compte de l'inflation et des fortes inégalités de revenus.

Évolution notable : les salaires du secteur financier sont désormais supérieurs à ceux de la high-tech.

Pour la période 2025-2029, le gouvernement a lancé un plan de 3,25 milliards de shekels comprenant :

- des primes et incitations destinées aux militaires de carrière ;
- un fonds d'aide économique et psychologique pour les soldats professionnels et leurs proches ;
- un portefeuille numérique personnel de plusieurs milliers de shekels permettant de régler des prestations sociales, frais administratifs ou activités de loisirs.

## FAIRE REVENIR LES CERVEAUX : LA BATAILLE DES TALENTS


La réforme fiscale d'envergure vise à faire revenir les 8 300 professionnels (soit 2,1% de la population active) ayant quitté le pays depuis le 7-October, et à rassurer les investisseurs.

Tout l'écosystème est concerné : création de nouvelles sociétés, premiers tours de table, croissance, levées de fonds à grande échelle, entrées en Bourse, fusions-acquisitions et réorganisations. L'adoption de la norme Pilier 2 de l'OCDE, applicable à chaque opération, offrira une plus grande transparence, une meilleure prévisibilité fiscale (impôt sur le revenu, TVA) et un allègement réglementaire. Les nouveaux immigrants et les Israéliens de retour au pays bénéficieront d'un taux progressif d'imposition, allant de 0% à partir de 2026 à 30% en 2030.

Il reste d'importantes marges de progrès : la cherté de la vie (logement, alimentation), une inflation à 2,5% en septembre qui demeure préoccupante, et des investissements en infrastructures ralentis par la bureaucratie et la réglementation excessive.

Malgré une forte demande dans les secteurs de la cybersécurité, de l'aéronautique, de l'optique et des semi-conducteurs, la pénurie d'ingénieurs systèmes, d'électroniciens et de techniciens spécialisés s'aggrave. Les universités plaident pour un alignement des cursus sur les attentes du marché.

Or, pour préserver son avance technologique, tant pour des raisons économiques que sécuritaires, Israël doit miser sur la matière grise. Pour l'économiste Eyal Shashak, "il faut attirer les talents, augmenter les investissements en high-tech, développer les liens économiques internationaux et soutenir la croissance des industries de défense".

Enfin, Israël, expert en clean-tech, water-tech et green-tech, pourrait fédérer la nation autour des grands projets de préparation et d'adaptation au réchauffement climatique, de décarbonation et de transition énergétique, temporairement retardés par la guerre. D'autant que la manne gazière n'est pas éternelle. 



Les Juifs allemands, particulièrement bien intégrés à la société et la culture de leur pays, ont vu pourtant l'émergence de l'antisémitisme...

## DE L'ALLEMAGNE DE WEIMAR À L'APRÈS 7-OCTOBRE : POURQUOI L'EFFACEMENT IDENTITAIRE DES JUIFS N'A JAMAIS PROTÉGÉ DE L'ANTISÉMITISME

L'Allemagne de l'avant-guerre fut le laboratoire le plus abouti d'une illusion récurrente : croire que l'on désarme la haine en se faisant discret, irréprochable ou en renonçant à toute dimension nationale. Aujourd'hui, la tentation de la désolidarisation vis-à-vis d'Israël rejoue exactement ce mécanisme ancien, avec les mêmes promesses et les mêmes impasses.



Par Emmanuel Ruimy, expert en Relations publiques et institutionnelles

À la charnière du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, les Juifs allemands vivaient un paradoxe presque cruel. Jamais leur intégration n'avait été aussi profonde : savants comme Einstein et Haber, philosophes comme Husserl ou Rosenzweig, compositeurs, journalistes, ils appartenaient au cœur de la culture allemande. Et pourtant, c'est précisément dans ce contexte qu'émergea un antisémitisme nouveau, racial, biologique, nationaliste, bientôt diffusé par les partis de masse.

Face à cette hostilité, une partie des élites juives en tira une même conclusion stratégique : si l'on éteint toute idée de peuple juif, national, politique ou historique, la haine perdra son carburant. Il suffira de se fondre pour que s'évanouisse le soupçon. De là naquirent trois réponses.

La première fut celle du grand libéralisme bourgeois, incarné par le *Central-Verein* (Association centrale des citoyens allemands de confession juive). Pour ce mouvement, le judaïsme relevait exclusivement d'une foi et non d'un peuple.

Toute référence à une nationalité juive était jugée dangereuse, car elle semblait confirmer l'accusation d'une nation dans la nation. La parade, pensaient-ils, résidait dans le civisme irréprochable, la loyauté ostentatoire, l'*allemanité* vécue et proclamée. Cette logique fut pourtant ébranlée dès la Grande Guerre : en 1916, alors que des dizaines de milliers de soldats juifs combattaient au front, le ministère de la Guerre ordonna un recensement spécifique des soldats juifs, le *Judenzählung*, destiné à vérifier s'ils "se dérobaient". Les résultats prouvaient le contraire, mais ne furent jamais publiés. L'humiliation fut immense. Au lieu d'y voir le signe d'un soupçon irréductible, les élites du *Central-Verein* choisirent d'aller plus loin encore dans l'assimilation, allant jusqu'à recommander l'emploi de "*Glaubensgenosse*", ("coreligionnaire") pour éviter le mot "*Jude*", jugé trop chargé.

Plus radical encore fut le courant mené par Max Naumann, fondateur en 1921 du *Verband nationaldeutscher Juden* (Association des Juifs nationaux-allemands). Pour Naumann, les Juifs ne constituaient ni un

peuple ni même une communauté historique cohérente : ils étaient simplement des Allemands de confession mosaïque, et toute trace de particularisme, national, culturel ou même religieux, était considérée comme un obstacle à la fusion totale avec le *Volk* ("Peuple"). Dans ses écrits, il exhortait les Juifs à combattre le sionisme, qui risquait, selon lui, de jeter un doute sur leur loyauté patriotique. Naumann rêvait d'une disparition pure et simple de la différence juive, dans une version politique du réflexe ancien des conversions individuelles.

À gauche enfin, les communistes juifs, souvent héritiers du Bund<sup>1</sup>, interprétaient la haine antijuive comme un produit des structures de classe. Sous l'influence du Komintern, beaucoup finirent par combattre l'idée même de collectivité juive, réduite à un résidu bourgeois incompatible avec l'internationalisme prolétarien. La dissipation du particulier devait dissoudre le stigmate.

Ces trois stratégies, civisme ostentatoire, assimilation absolue, dissolution révolutionnaire, reposaient sur une même matrice mentale : l'idée que l'antisémitisme se neutralise par l'ajustement identitaire. Si l'on s'efface, si l'on se conforme, si l'on renonce au fait national juif, la haine, croyait-on, finira par se dissoudre.

Le *Central-Verein*, malgré cinquante ans de patriotisme sans faille, fut interdit en 1938. Ses dirigeants furent arrêtés, ses archives saisies, ses membres persécutés comme n'importe quels autres Juifs. Le mouvement de Max Naumann, malgré une germanophilie obsessionnelle, fut dissout dès 1935. Naumann lui-même fut déchu, arrêté, puis mourut en 1939. Quant aux communistes juifs, ils furent broyés des deux côtés : désignés par les nazis comme incarnation du fantasme "judéo-bolchevique" et, dans le même temps, victimes des purges stalinienne qui liquidèrent les sections juives du parti.

L'exemple allemand est paradigmatique, mais il n'était pas isolé. En France, en Autriche, en Russie, en Hongrie, on retrouvait les mêmes réflexes : croire que la discrétion, la dissolution ou l'effacement identitaire suffiraient à désarmer le soupçon. Partout, la même déception : la haine se recompose, change de justification, réinvente l'objet qu'elle accuse. L'antisémitisme ne répond pas aux Juifs : il répond aux besoins symboliques des sociétés qui le produisent. Il frappe l'assimilé comme le séparatiste, le patriote comme le révolutionnaire, l'athée comme le religieux, le sioniste comme l'antisioniste. Sa logique profonde pourrait se résumer ainsi : "Vous pouvez vous définir comme vous voulez ; nous vous définirons comme il nous convient."

On réduit souvent l'antisémitisme à la Shoah, alors que sa forme historique n'est pas l'extermination, mais le conditionnement : la tolérance en échange du renoncement. Pendant deux millénaires, on n'a pas demandé aux Juifs de mourir, mais de devenir *autre*. Rome acceptait le judaïsme tant qu'il n'était qu'un culte ; le christianisme les maintenait "en vie mais dispersés" ; l'islam médiéval garantissait la protection à condition de l'infériorité. L'Europe moderne prétendit rompre avec cette logique, mais Clermont-Tonnerre en 1791 en for-


mula la version laïque : "Tout aux individus, rien à la nation". L'affaire Dreyfus en révéla la fragilité. Le contrat fut toujours le même : vivre, oui, mais au prix de soi.

Après le 7-October, le déferlement de haine anti-juive en Occident rejoue ce mécanisme sous un masque progressiste. On ne réclame plus la conversion religieuse ni l'assimilation nationale, mais la désolidarisation politique. Le contrat implicite est devenu : "Tu seras respectable si tu désavoues Israël." La rhétorique se veut humaniste, universaliste, antiraciste, mais elle reconduit l'équation ancienne : "Sois Juif de mémoire, pas de destin ; Sois Juif de culture, pas de peuple ; Sois victime, pas acteur". En un mot : "Efface-toi !".

En France, une partie de la gauche radicale, autour de LFI, a réactivé la vieille fiction des "bons" et des "mauvais" Juifs. Les seconds sont aussitôt rebaptisés "sionistes", "colons", "génocidaires", comme si affirmer la légitimité d'Israël suffisait à vous expulser de l'humanité. Dans ce dispositif, des microgroupes comme Tsedek, poignée de militants juifs antisionistes, acquièrent une visibilité sans rapport avec leur réalité. Ils servent de token : un "bon" Juif exhibé pour prétendre que rien n'est dirigé contre les Juifs, pendant qu'on boycotte des artistes juifs et qu'on justifie des intrusions dans des concerts coupables d'un crime impardonnable : être joués par des Israéliens.

Et la victoire culturelle est là : selon un sondage Ipsos du 8 novembre 2023 pour *Le Monde*, 55 % des moins de 34 ans estiment que souhaiter la disparition d'Israël n'a rien d'antisémite, comme si effacer le seul État juif du monde n'avait strictement aucun lien avec les Juifs. Le progressisme post-7-October a réussi cet exploit : rendre pensable l'annihilation d'Israël sans voir les Juifs. Un phénomène analogue est apparu à New York, où une partie de la jeunesse juive progressiste a voté pour Zohran Mamdani, maire élu, ouvertement antisioniste, refusant de condamner le Hamas. Beaucoup y ont vu une manière de se placer "hors soupçon", de prouver qu'ils n'étaient pas "ces" Juifs-là. Ils ne font que rejouer un vieux réflexe : devenir l'exception utile, celle qu'on brandit pour condamner les autres, jusqu'au jour où cette exception cessera d'être jugée suffisante et deviendra, elle aussi, suspecte.

L'histoire enseigne que la haine renaît toujours sous les traits de la bienveillance : "Efface-toi, et tout ira bien". Face à ce vieux marché de la respectabilité, la tradition juive répond par un mot souvent mal compris : *emouna*. On le traduit par "foi", mais en hébreu, ce n'est pas la croyance mystique : c'est la fidélité, la constance, la confiance dans sa propre continuité.

La réponse n'est pas l'orgueil, mais la persévérance : ne pas s'effacer pour être aimé, mais demeurer pour être libre. Et c'est pourquoi, au terme de deux millénaires de contrats rompus, il ne reste qu'une réponse digne, sobre, inentamable : "Je n'ai pas honte d'aimer Israël". 

<sup>1</sup> Grand mouvement socialiste juif d'Europe de l'Est, fondé en 1897, qui défendait les droits des ouvriers juifs et la culture yiddish en s'opposant à la fois au sionisme et aux mouvements nationalistes non juifs (ndlr).

## L'HISTOIRE ENSEIGNE QUE LA HAINE RENAÎT TOUJOURS SOUS LES TRAITS DE LA BIENVEILLANCE : "EFFACE-TOI, ET TOUT IRA BIEN."



Cour  
Pénale  
Internationale

International  
Criminal  
Court

# ACCUSATIONS HORS CADRE CONTRE ISRAËL : LE DROIT INSTRUMENTALISÉ

La notion de génocide, en droit international, exige une intention de destruction d'un groupe "en tout ou en partie". Or, aucune juridiction onusienne ou internationale n'a retenu cette qualification contre Israël. L'élargissement abusif des critères, notamment autour de la famine, risque de transformer le droit en instrument politique, au détriment de son intégrité.



Par Maître Sarah Scialom

**D**epuis le 10 octobre 2025, un cessez-le-feu est officiellement en vigueur entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, ce qui modifie profondément les paramètres juridiques et stratégiques dans lesquels s'inscrivent les accusations de famine ou de génocide portées contre Israël. Pourtant, loin de refluer, la pression judiciaire et médiatique s'intensifie et s'organise autour d'un nouveau front : celui de l'instrumentalisation du droit international pénal. On ne cherche plus à démontrer la violation d'une règle précise, mais à appliquer à Israël la qualification pénale la plus grave, celle de génocide, quitte à en infléchir les critères. On assiste à une logique de contournement conceptuel où les notions fondamentales sont progressivement remodelées pour les faire coller à une lecture politique du conflit.

La famine comme méthode de guerre figure bien dans les textes internationaux. L'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale l'érige en crime de guerre lorsqu'elle est utilisée intentionnellement contre la population civile. La Convention de

1948, pour la prévention et la répression du crime de génocide, exige quant à elle trois éléments cumulatifs : un groupe protégé, un acte interdit et une intention spécifique de le détruire "en tout ou en partie". C'est sur ce troisième point que repose toute la gravité du terme. Le *dolus specialis* ne peut être supposé, il doit être prouvé au-delà du doute raisonnable et "seule acception raisonnable". Il ne suffit pas de constater des souffrances : il faut démontrer que ces souffrances visent la destruction d'un peuple en tant que tel.

## LE RÉCIT MÉDIATIQUE CONTREDIT PAR LE DROIT

Or, la réalité procédurale contredit le récit médiatique. La Cour pénale internationale n'a pas retenu la qualification de génocide à l'encontre des dirigeants israéliens, pas plus que la notion voisine de crime contre l'humanité d'extermination.

Les mandats d'arrêt rendus publics en novembre 2025 visent des accusations de crimes de guerre, notamment l'usage présumé de la famine comme méthode de guerre, ainsi que certains crimes

contre l'humanité. Mais ni le génocide, ni même l'extermination n'ont été retenus. Dans le même temps, le chef militaire du Hamas est quant à lui poursuivi pour extermination dans le cadre des attaques du 7-October. Cette asymétrie entre la qualification juridique et le discours public est révélatrice. D'un côté, les institutions internationales s'en tiennent à la rigueur du droit ; de l'autre, des acteurs politiques et médiatiques forgent une accusation autonome qui se nourrit d'émotion — souvent d'antisémitisme — plus que de preuves.

## DES GLISSEMENTS SÉMANTIQUES...

Le cœur de cette dynamique repose sur un glissement autour de la notion même de famine. L'IPC, qui constitue la référence technique pour établir la présence d'une famine, repose sur des critères stricts : taux de malnutrition aiguë, mortalité élevée, accès extrêmement restreint à la nourriture. Or, face à l'impossibilité de démontrer formellement une famine au sens strict, plusieurs analystes ont plaidé pour une évolution des critères, une adaptation des seuils, voire une redéfinition *ad hoc* pour tenir compte de la situation à Gaza. C'est cette modification structurelle qui soulève une inquiétude profonde. Non pas parce que les souffrances des civils ne seraient pas réelles, mais parce que l'on cherche à adapter la norme à l'accusation, plutôt qu'à l'inverse. L'outil devient l'argument, la méthode devient la preuve.

Ce mécanisme d'adaptation des critères de famine sert ensuite de tremplin pour plaider la qualification de génocide. L'argument est simple : si la famine est volontaire, alors elle serait une tentative de destruction du groupe palestinien en tant que tel, donc un génocide. Le problème est que cette chaîne logique est juridiquement infondée. La privation, même grave, n'équivaut pas à une intention de destruction. Le fait qu'Israël mène une guerre contre un groupe armé retranché dans un territoire dense ne suffit pas à établir qu'il cherche à détruire le peuple palestinien. Le blocus, l'encerclement et la difficulté d'acheminement de l'aide relèvent d'un contexte de guerre urbaine contre une organisation terroriste qui utilise délibérément les infrastructures civiles comme bouclier humain. Les responsabilités sont partagées, les causalités croisées. Les réduire à un acte unilatéral de destruction planifiée relève de l'abus d'interprétation.

Il ne s'agit pas de nier que les opérations israéliennes ont causé des souffrances, ni que la situation humanitaire dans Gaza est préoccupante. Il s'agit de rappeler que le droit pénal international ne qualifie pas les situations sur la base de leur intensité émotionnelle, mais sur celle des éléments constitutifs rigoureux. À ce jour, ni la Cour pénale internationale, ni la Cour internationale de justice n'ont reconnu l'existence d'un génocide commis par Israël.

## UN DÉTOURNEMENT DE L'ARCHITECTURE DU DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est un détournement de l'architecture du droit pénal international au profit d'une construction accusatoire ciblée. En cherchant à faire entrer coûte que coûte Israël dans la case du génocide, certains acteurs affaiblissent la

distinction entre les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide lui-même. La hiérarchie des crimes s'efface ; la spécificité du *dolus specialis* est ignorée ; les cadres techniques sont assouplis au gré des besoins politiques. Ce n'est plus le droit qui qualifie, c'est l'objectif qui façonne le droit. Une telle évolution n'est pas neutre : elle crée une jurisprudence molle, une norme glissante, une justice à géométrie variable.

Israël a toujours affirmé son engagement à respecter le droit international, même dans des conditions de guerre asymétrique.


Il a répondu aux enquêtes, il a justifié ses opérations, il a modifié ses méthodes. Il ne s'agit pas ici de demander un traitement d'exception, mais au contraire d'exiger l'égalité de traitement. Là où d'autres conflits, bien plus meurtriers, n'ont jamais fait l'objet d'accusations de génocide malgré des destructions massives, les critiques contre Israël s'abattent avec une virulence disproportionnée. La cohérence du droit international ne peut survivre à cette sélectivité. Soit les critères s'appliquent à tous, soit ils deviennent des armes politiques.

## DES ONG INFLUENTES AU RÔLE AMBIGU

Ce phénomène ne se comprend pas sans replacer le droit international dans un contexte plus large. Depuis plusieurs années, des institutions supposées neutres sont infiltrées par des logiques idéologiques qui exploitent les normes juridiques à des fins militantes. Certaines ONG influentes jouent un rôle ambigu entre action humanitaire et campagne d'inculpation ciblée contre Israël. Le vocabulaire juridique est alors instrumentalisé, non pour protéger le droit, mais pour délégitimer un État. Cette dérive se retrouve aussi dans certains comités onusiens dont les résolutions accusatoires systématiques visent toujours le même pays. Cette obsession sélective dénature la fonction du droit international et en détourne les mécanismes à des fins politiques.

Il est plus que jamais nécessaire de rétablir une lecture rigoureuse et impartiale des faits et du droit. Les conflits armés contemporains sont complexes, les lignes de responsabilité sont diffuses, les souffrances réelles. Mais seule une analyse juridique honnête permet de distinguer la faute pénale de la propagande. Refuser de qualifier abusivement les actions d'Israël, c'est défendre non pas un État, mais l'intégrité du droit lui-même.

## UN DÉTOURNEMENT DE L'ARCHITECTURE DU DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Le vrai danger aujourd'hui n'est pas seulement de faussement accuser Israël d'un crime qu'il ne commet pas : c'est de dévitaliser la notion même de génocide en la rendant disponible pour toute campagne militante. C'est de rendre impossible toute action militaire contre une organisation terroriste sans être aussitôt assimilé à un État génocidaire. C'est de saboter l'autorité des institutions internationales en les transformant en relais d'une accusation instrumentalisée. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'image d'Israël : c'est l'avenir du droit pénal international lui-même. Une fois que les fondements auront été tordus pour servir une cause particulière, il sera trop tard pour les restaurer. Le droit mérite mieux. La vérité aussi. 

# “ISRAËL AUJOURD’HUI ET DEMAIN” : AU CŒUR D’UN PAYS EN RECONSTRUCTION

Du 8 au 11 novembre 2025, la 5<sup>e</sup> édition du voyage “Israël aujourd’hui et demain” du KKL de France a conduit une délégation de journalistes, influenceurs et personnalités au plus près des fractures et des forces d’un pays qui se relève. Entre frontières sous tension, villages meurtris et scène politique en recomposition, ces trois jours ont donné à voir une réalité complexe : une société profondément marquée par le 7-Octobre, mais déterminée à reconstruire, à dialoguer et à se projeter vers l’avenir.

 Par Philippe Lévy



Photos Archives KKL

## AUX FRONTIÈRES DU NORD : RÉSILIENCE ET VULNÉRABILITÉS

À peine arrivés à l’aube à Tel-Aviv, les participants ont pris la route du Nord, vers Kyriat Shmona, ville frontalière qui incarne les soubresauts géopolitiques du Liban voisin.

Au kibboutz Kfar Blum – “du nom de Léon Blum”, rappelle Robert Zbili, président du KKL de France, le voyage s’ouvre comme “une aventure immersive au cœur de la résilience”.

À Kyriat Shmona, le maire Avihay Shtern, silhouette frêle mais regard déterminé, a décrit le quotidien d’une localité qui, malgré les tirs répétés du Hezbollah et l’évacuation massive de ses habitants, continue de porter des projets culturels, éducatifs et médico-sociaux.

À Kfar Ghajar, village de la triple frontière Israël-Liban-Syrie, les 2 000 habitants, majoritairement alaouites, vivent un paradoxe iden-

titaire singulier. Israéliens par nationalité mais syriens par culture, ils illustrent les frontières mouvantes du Moyen-Orient tout en exprimant un attachement sans ambiguïté à Israël et à ce multiculturalisme unique.

Au kibboutz Misgav Am, construit sur des terres acquises par le KKL dans les années 1940, la vue plongeante sur le Liban rappelle la violence des derniers mois : 70% des habitations ont été touchées en 2023 par les tirs du Hezbollah. Là encore, la reconstruction avance.

La journée s’est clôturée au Conseil municipal de Majdal Shams, sur le plateau du Golan, où le maire druze Dolan Abu-Saleh, a décrit les persécutions subies par les Druzes de Syrie après la chute du régime Assad. Devant nos journalistes médusés, il a souligné la protection vitale qu’Israël offre aux minorités.

Le soir, le stratège Itay Medina, qui a quitté les forces de sécurité,



Festival Nova, un site géré par le KKL.

il y a trois ans, a analysé la reconfiguration du Proche-Orient. À ses yeux : *“la crise nationale qu'a traversée Israël se transforme en une véritable opportunité historique !”*.

## NAHAL OZ, KFAR AZA, RE'IM : ENTRE TRAUMATISME ET RENAISSANCE

Le lendemain, direction le Sud et ses paysages paisibles du Néguev devenus, depuis le 7-October 2023, les lieux les plus meurtris d'Israël. La silhouette d'un tracteur labourant au loin face à Gaza inspire à un influenceur cette vision simple et juste : *“La vie a donc repris ses droits.”*

Au cimetière des voitures, dans le moshav de Tekouma, chacun mesure la violence inouïe de l'attaque en voyant ces carcasses de véhicules calcinés, criblés d'impacts ou détruits par des engins anti-chars, tel un mémorial silencieux, rappelant *“la fragilité de la vie”*, confie une journaliste, très émue.

Depuis le monument des “guetteuses” de Nahal Oz, où des stèles constellées d'anémones rappellent le visage de ces jeunes héroïnes qui avaient donné l'alerte, sans être entendues, une survivante a livré un témoignage poignant : 15 soldates observatrices ont été assassinées, 7 enlevées puis libérées en 2025. Ce site du KKL, à la lisière de Gaza, incarne l'extrême vulnérabilité d'un pays qui confie souvent sa sécurité à l'hyper-vigilance de ses jeunes conscrits.

Au kibboutz endeuillé de Kfar Aza, les chiffres sonnent comme une litanie impossible : 62 habitants assassinés, parmi lesquels sa figure emblématique Ofir Libstein<sup>z1</sup> (1973-2023), 19 kidnappés, des familles décimées et une centaine de déplacés. Guidée par le colonel Olivier Rafowicz, porte-parole de Tsahal, la délégation a découvert les efforts de reconstruction, notamment au “quartier des jeunes”, premier à renaître malgré l'irréparable. La visite de la maison du jeune couple Sivan Elkabetz et Naor Hasidim (zal), criblée de balles, a figé le groupe dans un silence lourd.

À Re'im, le site du festival Nova a ouvert un autre versant : celui d'une mémoire en réparation, où familles, artistes et bénévoles œuvrent à créer un espace sacré - ni musée ni sépulture - mais un lieu national de recueillement et de sens, géré par le KKL. Le kaddish récité par le grand rabbin Olivier Kaufmann a offert un moment aussi nécessaire que cathartique.

La journée s'est achevée dans un tout autre univers aux bureaux de 1E Therapeutics à Rehovot, concentré d'innovation israélienne. Marius Nacht, figure majeure de la high-tech, a présenté son rôle dans l'essor de la biotechnologie. Cofondateur de Check Point, il a transformé un prêt de 300000\$ en un géant mondial pesant plus d'un milliard ! Opher Doron, aujourd'hui à la tête d'EVR Motors, a exposé sa technologie de moteurs électriques révolutionnaires.

Hagay Keller, PDG de Clairion, a décrit sa solution de purification du biogaz. Enfin, le Dr Gur Roshwalb, PDG de 1E Therapeutics, a détaillé ses thérapies innovantes ciblant l'ARN pour des maladies rares encore sans traitement.

## JÉRUSALEM : AU CŒUR DE LA DÉMOCRATIE ISRAËLIENNE

Le dernier jour, la délégation s'est rendue à la Knesset, guidée par Daniel Benlolo, ancien député. Le Président de l'Assemblée, Amir Ohana, le vice-Premier ministre Yariv Levin et le Président de la commission de la Défense, Boaz Bismuth, se sont succédé pour partager leur lecture des enjeux : stratégie sécuritaire renouvelée, équilibres internes fragilisés, recomposition régionale après le cessez-le-feu et libération des derniers otages. Des échanges qui témoignent d'un pays lucide sur ses fractures, mais attentif à reconstruire ses consensus.

## UN VOYAGE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES PHYSIQUES

Ce périple mémorable a révélé un *“Israël à la croisée des chemins”* : meurtri mais debout, divisé mais avide d'unité, cerné par les menaces mais animé d'une énergie vitale singulière.

À travers les témoignages, les rencontres et les paysages tantôt apaisés, tantôt heurtés, une conviction s'est imposée à la délégation, soudée dans une belle vibration collective : Israël ne se contente pas de survivre. À chaque étape, il réinvente sa manière d'habiter ce présent incertain, et d'ouvrir une brèche vers un avenir possible. 🌱



Le cimetière des voitures de Tekouma.

# À MAÏMONIDE RAMBAM, DES ÉLÈVES DONNENT VOIX À JÉRUSALEM !



À l'école Maïmonide Rambam (Boulogne), les élèves de 4<sup>e</sup> ont mené en juin dernier un projet aussi ambitieux que passionnant, en collaboration avec le KKL : la création d'un audioguide pour une exposition intitulée "Jérusalem à travers les siècles". Objectif : approfondir leurs connaissances historiques tout en développant des compétences essentielles – recherche, écriture, expression orale. Après un premier travail d'enquête, chaque groupe s'est vu confier une période clé : de l'Antiquité aux Premier et Second Temple, de la Jérusalem romaine et byzantine à l'ère musulmane, des Croisades à l'Empire ottoman jusqu'à l'époque moderne.

Les élèves ont exploré les événements et les figures qui ont façonné la Ville trois fois sainte, apprenant à distinguer, sélectionner, synthétiser. Grâce au volontarisme de la proviseure de l'époque, Corinne Lafitte (aujourd'hui retraitée), et de son successeur Johan Attal, avec l'appui de leur professeure de français Sandrine Mahier et du responsable Éducation-Jeunesse du KKL, Philippe Lévy, les élèves ont ensuite rédigé des textes courts, clairs et vivants, pensés pour l'écoute : précis, fluides, rythmés. Une attention particulière a été portée à la qualité de la narration, afin de transformer le savoir en récit.

Dernière étape : l'enregistrement des voix, où diction, respiration et intonation deviennent de véritables outils de transmission. Le résultat – enrichi par la société "Nouvelles Voix", chargée des musiques et bruitages additionnels – est une réalisation unique, fruit d'un travail collectif exigeant et créatif. L'audioguide final sera présenté lors du vernissage de l'exposition, le 14 janvier 2026, en présence des élèves, de leurs familles et des partenaires du projet. Un moment attendu, qui mettra en lumière l'engagement et la créativité de ces jeunes narrateurs, devenus passeurs de patrimoine et de mémoire. 🌱



## SÉMINAIRE MONDIAL DE L'ÉDUCATION : APPEL À CANDIDATURES

Le Séminaire des éducateurs du KKL, qui se tiendra du 7 au 14 juillet 2026, réunira des enseignants et responsables éducatifs de la diaspora pour une immersion de huit jours au cœur d'Israël.

Au programme : visites de sites naturels et patrimoniaux, rencontres avec des acteurs clés, découverte de projets emblématiques du KKL et participation à des formations et conférences inspirantes

liées à l'éducation, l'écologie, l'innovation et l'actualité israélienne.

Ce temps fort du département Éducation constitue une opportunité unique pour renforcer le lien entre Israël et les institutions éducatives du monde entier (écoles juives, mouvements de jeunesse, *Talmudei Torah*...), tout en offrant des outils concrets pour nourrir l'identité juive et sioniste des élèves, transmettre les valeurs du patrimoine et l'amour de la Terre d'Israël.

➤ INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'À FIN DÉCEMBRE SUR NOTRE SITE : [www.kkl.fr/departement-education-du-kkl](http://www.kkl.fr/departement-education-du-kkl)

**NOMBRE DE PLACES LIMITÉ.**

# *Laissez votre empreinte en Eretz Israël !*

*Léguer tout ou partie de votre patrimoine  
au KKL, c'est participer à la préservation  
et au développement de la Terre d'Israël.*

## *Grâce à vous,*



*nos projets prennent vie !  
Gravez votre mémoire en Terre d'Israël.*

---

*Pour un accompagnement en toute discrétion  
et sans engagement, contactez Lynda*

*01.42.86.88.88*

LE KKL PRÉSENTE

# Save THE REVIVO PROJECT

EN CONCERT À L'OCCASION  
DE TOU-BICHVAT

LUNDI 2 FÉVRIER 2026



M  
D  
G  
O  
R

THÉÂTRE MOGADOR

25 rue de Mogador • 75009 Paris

EVENTIM : 01 53 33 45 46 • [www.eventim.fr](http://www.eventim.fr)

KKL : 01 42 86 88 88 • [www.kkl.fr](http://www.kkl.fr) • Points de vente habituels



# LA MARCHE POUR L'EAU

Du 22 février au 1<sup>er</sup> mars 2026



Du cœur sauvage du Néguev aux  
lignes pures de La Arava : un désert  
sauvage et authentique dans sa  
dimension la plus secrète.



RENSEIGNEMENTS KKL • 01 42 86 88 88 • [adva@kkl.fr](mailto:adva@kkl.fr)



Photos © Eitan Simanor